

## CONVENTION D'OBJECTIFS ET DE FINANCEMENT SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ----- SUR FONDS LOCAUX

### Entre :

**La Caisse d'allocations familiales du Rhône**, représentée par son directeur général, dont le siège est situé 67 boulevard Vivier Merle, 69409 LYON Cedex 03

Ci-après désignée « la Caf »,

### Et :

**Union Régionale de l'Habitat des Jeunes** représentée par Dominique DUPRE, le Président et dont le siège est situé 245 rue Duguesclin, 69003 LYON.

Ci-après désigné « le gestionnaire ».

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

### Article 1 - L'objet de la convention

La présente convention définit et encadre les modalités d'intervention et de versement de l'aide portant sur une aide au fonctionnement pour l'action :

#### **Appui aux associations de FJT du Rhône**

La convention a pour objet de :

- prendre en compte les besoins des usagers,
- déterminer l'offre de service et les conditions de sa mise en œuvre,
- fixer les engagements réciproques entre les cosignataires.

La convention est constituée par les documents contractuels suivants :

- les présentes dispositions,
- l'annexe 1 relative à la charte de la laïcité.



## Article 2 – Cadre d'intervention générale

La désignation des interventions (/actions) concernées par la convention

### ***Appui aux associations de FJT du Rhône***

## Article 3 – Engagement du gestionnaire

### 3.1 Au regard de l'activité de l'équipement ou service

Le gestionnaire s'engage à :

- respecter l'objet du financement,
- maintenir l'action pendant la durée de la convention,
- informer la Caf de tout changement apporté dans :
  - le règlement intérieur ou de fonctionnement de l'équipement ou service,
  - l'activité de l'équipement ou service (installation, organisation, fonctionnement, gestion),
  - les règles relatives aux conditions de travail et de rémunération du personnel,
  - les prévisions budgétaires intervenant en cours d'année (augmentation ou diminution des recettes et dépenses).

### 3.2 Au regard du public visé par la présente convention

Le gestionnaire est conscient de la nécessité d'une certaine neutralité pour le fonctionnement de son service, et en conséquence, il s'engage à ne pas avoir vocation essentielle de diffusion philosophique, politique, syndicale ou confessionnelle et à ne pas exercer de pratique sectaire.

Le gestionnaire s'engage à offrir un service de qualité, accessible à tous, répondant à leurs besoins et respecter les règles de confidentialité.

Il s'engage à proposer des services et/ou des activités ouvertes à tous les publics, en respectant les principes d'égalité de traitement.

### 3.3 Au regard de la communication

Le gestionnaire s'engage à faire mention de l'aide apportée par la Caf dans les informations et documents administratifs destinés aux familles et dans toutes les interventions, déclarations publiques, communiqués, publications, affiches, et messages internet, visant le service couvert par la présente convention.

### 3.4 Au regard des obligations légales et réglementaires

Le gestionnaire s'engage au respect sur toute la durée de la convention, des dispositions légales et réglementaires notamment en matière :

- d'agrément, de conditions d'ouverture, de création de service,
- d'hygiène, de sécurité et d'accueil du public,
- de droit du travail,
- de règlement des cotisations Urssaf,
- d'assurance,
- de recours à un commissaire aux comptes,
- de procédure de redressement judiciaire, cessation d'activité, dépôt de bilan, etc.

### 3.5 Au regard des pièces justificatives

Le gestionnaire s'engage, pour toute la durée de la convention, à produire, dans les délais impartis, les pièces justificatives détaillées en annexe 1.

Le gestionnaire est garant de la qualité et de la sincérité des pièces justificatives.

Les justificatifs peuvent être fournis indifféremment sous forme d'originaux, de photocopies, de télécopies, de courriels, de fichiers électroniques, sauf demande expresse de la Caf.

Le gestionnaire s'engage à conserver dans un lieu unique durant toute la convention et pendant 6 ans après le dernier versement tous les justificatifs comptables, financiers, administratifs relatifs à la présente convention.

### 3.6 Au regard de la tenue de la comptabilité

Le gestionnaire s'engage à tenir une comptabilité générale et une comptabilité analytique distinguant chaque activité.

Le gestionnaire s'engage à produire un état descriptif des biens meubles et immeubles mis à disposition avec indication de l'origine, des conditions juridiques d'occupation des locaux, du montant des loyers et charges locatives supportées.

### Article 4 - Le contrôle de l'activité financée

La Caf se réserve le droit de vérifier la matérialité de la mise en œuvre de l'action.

Le gestionnaire doit pouvoir justifier, auprès de la Caf, de l'emploi des fonds reçus.

La Caf procède à des contrôles sur pièces et/ou sur place pour l'exercice couvert par cette convention et, afin de vérifier la justification des dépenses, sans que le gestionnaire ne puisse s'y opposer.

Le gestionnaire s'engage à mettre à la disposition de la Caf tous les documents nécessaires à ces contrôles. Le refus de communication de justificatifs, ou tout autre document entraîne la suppression du financement de la Caf et la récupération des montants versés non justifiés.

### Article 5 - La révision des termes de la convention

La modification du montant, des conditions ou des modalités d'exécution de la présente convention définie d'un commun accord entre les parties fera l'objet d'un avenant. Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux

### Article 6 - La résiliation de la convention

1 La présente convention peut être résiliée à l'initiative de l'un des partenaires, avec un préavis de trois mois, signifié au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception.

2 La présente convention peut être également résiliée de plein droit par la Caf, sans préavis, en cas :

- de mise en règlement ou liquidation judiciaire, de disparition ou de dissolution du gestionnaire,
- d'insolvabilité notoire du gestionnaire, de constatation d'usage des fonds versés par la Caf non conforme à leur destination,
- du non-respect de la présente convention d'objectifs et de financement
- d'infraction aux lois et règlements en vigueur.

Le non-respect, la non-exécution ou la modification d'un des termes de la convention, sans la signature d'un avenant tel qu'indiqué précédemment peuvent entraîner la dénonciation immédiate de la convention



#### Article 7 - Les engagements de la Caisse d'allocations familiales

En contrepartie du respect des engagements mentionnés ci-dessus, la caisse d'Allocations familiales s'engage à participer à l'accompagnement de [l'association-la collectivité locale...] dans la mise en œuvre des mesures liées à l'application de la présente convention, pour une subvention d'un montant total de :

**10 000 €**

La convention d'objectif et de gestion (COG) entre la Cnaf et l'Etat n'étant toujours pas signée, nous ne pouvons vous verser qu'un acompte, d'un montant de :

**8 000 €**

Cette somme vous sera versée dans les meilleurs délais et le solde ultérieurement sous réserve de disponibilités budgétaires et de signature de la COG.

Les pièces justificatives nécessaires au versement total de la subvention de fonctionnement sont déjà en notre possession, à savoir : le compte de résultat 2017 et le budget prévisionnel 2018, signées par la personne habilitée. Les sommes non utilisées ou ayant fait l'objet d'un usage non conforme à leur destination devront être reversées à l'agent comptable de la Caf du Rhône.

#### Article 8 - La durée de la convention

La présente convention est conclue pour l'accord de la seule subvention précitée du 01 – 01 – 2018 au 31 – 12 – 2018.

Cette convention est établie sous réserve de validation de la MNC.

Il est établi un original de la présente convention pour chacun des cosignataires.

Fait à Lyon, en 2 exemplaires  
le 24.10.2018.

Pour le Directeur de la Caf du Rhône,  
la Sous-directrice Action sociale,

U.R.H.A.J.,  
le Président

